

« Introduction générale »

Tarek M. Harchaoui

L'Actualité économique, vol. 81, n° 1-2, 2005, p. 11-13.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/012835ar>

DOI: 10.7202/012835ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Tarek M. HARCHAOUI
Statistique Canada

La miraculeuse performance affichée par l'économie américaine à la fin des années quatre-vingt-dix fut une source de fierté aux États-Unis et d'envie ailleurs dans le monde. Le miracle fut insolite à cause de la combinaison d'une croissance rapide de la production et de la productivité, d'une inflation faible et d'un taux de chômage parmi les plus bas historiquement, mais aussi en raison de l'absence de controverse quant au rôle joué par les technologies de l'information, comme catalyseur de cette performance économique.

Le regain de vitalité de la productivité américaine a coïncidé avec l'avancement et un investissement massif dans les technologies de l'information ainsi qu'un usage accru de l'Internet. Le rôle joué par les technologies de l'information dans la croissance de la production et de la productivité a également suscité la curiosité des autres nations.

Un des objectifs du présent volume est de déterminer s'il existe des régularités quant à la source de l'accélération de la productivité entre les différentes économies analysées. Plus particulièrement, il s'agit d'examiner laquelle de la production ou de l'utilisation des technologies de l'information a joué le rôle principal dans le regain de vitalité de la productivité. À notre connaissance, en raison de la diversité des pays retenus – Australie, Canada, États-Unis, France, Irlande et d'autres pays de l'Union européenne – de la variété des méthodes employées – comptabilité de la croissance économique et économétrique – et des périodes considérées – avant et après l'éclatement de la bulle spéculative – le présent volume de *L'Actualité économique* constitue sans doute un des plus exhaustifs sur l'examen du rôle joué par les technologies de l'information dans le redressement de la performance économique des nations.

La productivité, la croissance économique et les technologies de l'information, qui constituent le thème central du présent volume, sont examinées sous cinq angles différents, intimement liés entre eux.

Premièrement, les contributions de Jorgenson et Gordon positionnent la problématique de la croissance et du niveau de productivité, ainsi que le rôle joué par les technologies de l'information, dans une perspective globale. En utilisant des

données internationales les plus comparables, Jorgenson examine au niveau agrégé le rôle des technologies de l'information dans la croissance de la production, des intrants, de la productivité et du PIB par habitant au sein des pays du G7. L'auteur confirme, pour la plupart des pays du G7, le regain de vitalité de la croissance de la productivité observé pour les États-Unis depuis 1995. En revanche, pour bon nombre de pays européens le niveau de productivité en 2000 demeurait inférieur à celui de 1980.

La contribution de Gordon, basée sur des séries chronologiques plus longues, complète adéquatement celle de Jorgenson. Gordon tente de retracer la source de la détérioration, par rapport aux États-Unis, du niveau de productivité en Europe. Après 1995, ce niveau de productivité ne se chiffrait qu'à 85 % de celui des États-Unis, après avoir atteint 94 % un quart de siècle plus tôt. Une bonne partie de ce retard est attribuable, selon l'auteur, à la réglementation en matière d'aménagement du territoire en Europe qui a empêché les effets de débordement associés aux technologies de l'information de prendre effet, notamment dans les industries du commerce. Le retard accusé au cours des années récentes par l'Europe relèverait d'un modèle de développement qui privilégie l'occupation résidentielle de haute densité et les districts commerciaux au cœur des villes, tout en décourageant les installations nouvelles en zones suburbaines et « exurbaines », lesquelles conviennent si bien au développement des magasins à grandes surfaces intensifs en matière d'utilisation des technologies de l'information.

Les contributions de Melka-Neyman, Slevin, Parham et Simon-Wright font appel au cadre de la comptabilité de la croissance dans le contexte de la France, de l'Irlande et de l'Australie, trois économies qui reflètent trois expériences différentes en matière de bénéfices attribuables à l'usage des technologies de l'information. Dans le cas de l'Australie, qui a connu un regain de vitalité remarquable de la productivité, Parham souligne l'importance des réformes favorables aux effets de débordement associés à l'usage des technologies de l'information. En ce qui concerne l'Irlande, les gains issus de l'usage des technologies de l'information sont surtout canalisés par les multinationales américaines. Les gains modestes de productivité en France sont, en revanche, dus à des politiques favorables à l'emploi qui n'ont pas été accompagnées par une croissance rapide de la formation de capital.

La contribution de Cette-Mairesse-Kocoglu se situe dans une problématique résolument macroéconomique où les effets de diffusion des technologies de l'information sur la croissance potentielle sont quantifiés pour la France. Leur résultat suggère que la diffusion des technologies de l'information élève le rythme de la croissance potentielle via l'accélération de la productivité induite par l'utilisation de ces actifs. Quant à la contribution de Harchaoui-Tarkhani, elle fait appel aux techniques des séries chronologiques les plus au point pour quantifier les effets des externalités associées au capital des technologies de l'information tant au Canada qu'aux États-Unis. Les résultats obtenus par les auteurs confirment la présence d'importantes externalités associées aux technologies de

l'information pour les États-Unis, reflétant ainsi le rôle de chef de file de ce pays dans ce domaine. Ces externalités sont, en revanche, plus modestes au Canada en raison du caractère plus « localisé » des industries ayant bénéficié des technologies de l'information. Dans une perspective basée sur les microdonnées, la contribution d'Atrostic, Boegh-Nielsen et Motohashi corrobore le résultat obtenu par Harchaoui-Tarkhani sur l'impact important des externalités de réseau sur la productivité américaine.

La plupart des contributions recensées jusqu'ici ont mis l'accent sur la période de la fin des années quatre-vingt-dix, laissant du coup sans réponse la question relative à la viabilité du regain de la productivité au lendemain de l'éclatement de la bulle spéculative. Les contributions de Baudchon et Oliner-Sichel apportent des éléments de réponse à cette question. Baudchon parvient à la conclusion que malgré l'importance de la restructuration du secteur des technologies de l'information aux États-Unis, ses potentialités demeurent élevées. Oliner et Sichel, à partir d'un modèle multisectoriel en équilibre stationnaire, suggèrent que la croissance de la productivité du travail de la fin des années quatre-vingt-dix persistera en dépit de l'éclatement de la bulle spéculative, suggérant ainsi le caractère structurel du regain de vitalité de la productivité.

Toutes les études retenues dans le présent volume abondent dans le sens d'un regain de vitalité de la productivité après 1995 dans les différents pays considérés et que les technologies de l'information, d'une façon ou d'autre, n'y ont pas été étrangères. Presque tous les autres éléments du miracle économique global de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix peuvent être associés, directement ou indirectement, à la productivité. L'accélération de la productivité a maintenu l'inflation à la baisse malgré une hausse des salaires. La faiblesse de l'inflation a permis aux autorités monétaires de maintenir le loyer de l'argent à un niveau plus faible que celui des années antérieures. La politique monétaire accommodante qui en a résulté ainsi que la croissance économique rapide a rendu possible une hausse rapide des profits. Le boom affiché par les profits, conjointement avec la vague d'optimisme associée à la nouvelle économie, ont fait en sorte que les valeurs boursières se sont accrues plus vite que les profits. Le ménage moyen a joui d'un effet de richesse boursière qui a propulsé les dépenses personnelles de façon plus rapide que la croissance du revenu disponible dont le corollaire fut le tarissement du taux d'épargne tel que mesuré officiellement par les comptes nationaux.

Le présent numéro n'aurait pas été possible sans la contribution substantielle des auteurs et des évaluateurs suivants : Harry Bloch, Don Bruncker, Soheil Chennouf, Darrel Cohen, Erwin Diewert, Jacqui Dwyer, John Fernald, David Gruen, Wulong Gu, Thierry Latreille, Mathieu Lequain, Jaime Marquez, Carl Obst, Dean Parham, Benoît Robidoux, David Sabourin, David Stockton et Paul Warren. L'aboutissement de ce projet est redevable à la diligence de Mireille Vallée et au leadership de l'éditeur de *L'Actualité économique*, Patrick González.